



PREFET DE L'AUDE

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

PUBLIÉ LE 15 FEVRIER 2017

SPECIAL N ° 7 - FEVRIER 2017

SOMMAIRE

DDCSPP

Arrêté préfectoral n° DDCSPP-PS-2017-005 portant nomination des membres
de la commission de médiation du département de l'Aude.....1

DDTM

Décision n° 2017-007 donnant subdélégation de signature à certains agents
de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer de l'Aude.....5

SPRISR

Arrêté temporaire n° DDTM/SPRISR/USR/2017-001 portant réglementation
de la circulation sur l'A9.....23

PREFECTURE

SOUS-PREFECTURE DE LIMOUX

Arrêté préfectoral n° SPL-2017-002 relatif à l'incidence de la fusion de la Communauté
de Communes du Limouxin avec la Communauté de Communes du Pays de Couiza et
portant retrait de la Chambre d'Agriculture de l'Aude et de la Chambre de Métiers et de
l'Artisanat de l'Aude du Syndicat Mixte de la Vallée de l'Aude et des Pyrénées Audoises.....26



PRÉFET DE L'AUDE

Direction départementale de la cohésion
sociale et de la protection des populations
Service des Politiques Sociales

Affaire suivie par : Nadine. DIRIÉ BAYLE
Téléphone : 04 34 42 90 23
Télécopie : 04 34 42 90 19
Courriel : nadine.dirie-bayle@aude.gouv.fr

Arrêté préfectoral n°DDCSPP-PS-2017-005 portant nomination des membres de la commission de médiation du département de l'Aude

Le Préfet de l'Aude,
Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'article L. 441-2-3 du code de la construction et de l'habitation, dans sa rédaction issue de la loi n° 2007-290 du 5 mars 2007 instituant le droit au logement opposable et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale ;

Vu les articles R. 441-13 et suivants du même code ;

Vu les articles R. 365-1-2° et R. 365-3 du même code ;

Vu le décret n°2010-398 du 22 avril 2010 relatif au droit au logement opposable ;

Vu le décret n°2014-116 du 11 février 2014 relatif au droit au logement opposable ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2007-11-4049 du 28 décembre 2007 portant nomination des membres de la commission de médiation du département de l'Aude ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2010-11-0114 du 31 janvier 2010 portant nomination des membres de la commission de médiation du département de l'Aude ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2011038-0004 du 9 février 2011 portant nomination des membres de la commission de médiation du département de l'Aude ;

Vu l'arrêté préfectoral modificatif n°2012033-0003 du 7 février 2012 portant nomination des membres de la commission de médiation du département de l'Aude ;

Vu l'arrêté modificatif n°2013165-0014 du 17 juin 2013 portant nomination des membres de la commission de médiation du département de l'Aude ;

Vu l'arrêté modificatif n°2014045-0037 du 21 février 2014 portant nomination des membres de la commission de médiation du département de l'Aude ;

Vu l'arrêté modificatif n°2014290-0001 du 15 octobre 2014 portant nomination des membres de la commission de médiation du département de l'Aude ;

Cité administrative place Gaston Jourdanne - 11807 CARCASSONNE CEDEX 9

Horaires d'ouverture : du lundi au vendredi : 09h15/11h30 – 14h00/16h00

Téléphone : 04.34.42.91.00 - Télécopie : 04.34.42.90.03

Site Internet des services de l'Etat dans l'Aude : <http://www.aude.gouv.fr>/[Facebook](#) :

<http://www.facebook.com/préfecture>

Vu l'arrêté modificatif du 27 mai 2015 portant nomination des membres de la commission de médiation du département de l'Aude ;

Vu l'arrêté modificatif n°DDCSPP-PS-2016-056 du 29 mars 2016 portant nomination des membres de la commission de médiation du département de l'Aude ;

Vu la modification apportée par le bailleur social Domitia Habitat à sa représentation par courrier du 27 juin 2016 et par courriel du 10 novembre 2016;

Vu la modification apportée par le bailleur social Alogea à sa représentation par courriel du 29 décembre 2016;

Vu la modification apportée par l'association Force Ouvrière Consommateurs à sa représentation par courriel du 24 novembre 2016;

Vu la modification apportée par l'Association Départementale d'Aide aux Femmes et aux Familles (ADAFF) à sa représentation par courriel du 12 décembre 2016;

Vu la modification apportée par l'association Aude Urgence Accueil (AUA) à sa représentation par courriel du 4 janvier 2017;

Vu la réponse apportée par l'Union Départementale des Associations Familiales de l'Aude (UDAF11) par courriel en date du 21 novembre 2016 aux sollicitations de la DDCSPP11 quant à la représentation des associations et organisations dont l'un des objets est l'insertion ou le logement des personnes défavorisées ;

Vu la réponse apportée par l'association SOLIHA de l'Aude par courrier en date du 30 novembre 2016 aux sollicitations de la DDCSPP11 quant à la représentation des associations et organisations dont l'un des objets est l'insertion ou le logement des personnes défavorisées ;

Sur proposition de Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture de l'Aude,

ARRETE :

ARTICLE 1 :

L'arrêté préfectoral modificatif n°DDCSPP-PS-2016-056 du 29 mars 2016, portant nomination des membres de la commission de médiation du département de l'Aude est abrogé et remplacé par le présent arrêté.

ARTICLE 2 :

La commission de médiation du département de l'Aude, conformément à l'article L 441-2-3 du code de la construction et de l'habitation, est chargée d'examiner les recours amiables portés devant elle par les requérants en application des paragraphes II ou III de cet article.

ARTICLE 3 :

Cette commission est présidée par Monsieur Renaud PUJOL et en son absence par Monsieur Philippe RAGGINI, vice président.

Elle est composée de :

1°) Représentants de l'État

Titulaire : Monsieur Dominique INIZAN
Suppléant : Représentant de la DDCSPP

Titulaire : Madame Evelyne OGER
Suppléant : Représentant de la DDTM

Titulaire : Monsieur Philippe RAGGINI
Suppléant : Madame Martine CARLIER-MERLO

2°) Représentants des collectivités territoriales

Un représentant du Conseil Départemental de l'Aude :


Titulaire : Monsieur Robert ALRIC, conseiller départemental
Suppléant : Madame Catherine BOSSIS, conseillère départementale

Deux représentants des communes du département désignés par l'association des maires de l'Aude :

Titulaires : Madame Any BARTHES, conseillère municipale de Carcassonne
Monsieur François DEMANGEOT, adjoint au maire de Castelnaudary
Suppléants : Madame Zohra TEGGOUR, conseillère municipale de Narbonne
Madame Marie-Claude CAZANOVE-SAUZEDE, mairie de Limoux

3°) Représentants des organismes bailleurs et des organismes chargés de la gestion d'une structure d'hébergement, d'un logement de transition, d'un logement-foyer ou d'une résidence hôtelière à vocation sociale

Un représentant des organismes d'habitation à loyer modéré ou des sociétés d'économie mixte de construction et de gestion des logements sociaux :

Titulaire : Monsieur Laurent GONZALEZ (Habitat Audois) 
Suppléant : Madame Françoise PREIRA (Alogea)
Suppléant : Monsieur Jean-François MAUREL (Marcou Habitat)
Suppléant : Monsieur Arnaud BOUVE (Domitia Habitat)

Un représentant des organismes intervenant pour le logement des personnes défavorisées dans le parc privé et agréés au titre des activités de maîtrise d'ouvrage mentionnées à l'article L.365-2 :

Titulaire : Madame Marie-Pierre GARZONE (ADAFF)
Suppléant : Madame Brigitte VIDAL (ADAFF)

Un représentant d'un organisme chargé de la gestion d'une structure d'hébergement, d'un logement de transition, d'un logement-foyer ou d'une résidence hôtelière à vocation sociale :

Titulaire : Monsieur Bernard CANONGE, (AUA)
Suppléant : Madame Anne CAPDEQUI-PEYRANERE (AUA)

4°) Représentants des associations de locataires affiliées à une organisation siégeant à la commission nationale de concertation

Titulaire : Monsieur Dominique GARCIA (Association Force Ouvrière Consommateurs)
Suppléant : Mme Thérèse LEFEBVRE, (Association Force Ouvrière Consommateurs)
Suppléant : Madame Marie-Madeleine CARON (Confédération Nationale du Logement)

5°) Représentants des associations et organisations dont l'un des objets est l'insertion ou le logement des personnes défavorisées

Titulaires : Monsieur Yves BEZIAT (UDAF11)
Monsieur Pierre CASTERAS (SOLIHA)
Suppléants : Madame Françoise ZERROUKHI (UDAF11)
Madame Anissa ESCUR (SOLIHA)

ARTICLE 4 :

Les membres sont nommés pour une durée de trois ans, renouvelable deux fois à compter de leur première nomination.

A la demande des instances qui y sont représentées, la composition de la commission peut être modifiée pour tenir compte des changements intervenus dans ces structures.

En cas d'absence, les membres titulaires sont suppléés par les membres désignés à cet effet dans le présent arrêté.

ARTICLE 5 :

Le secrétariat de la commission, auquel sont adressés les recours, est administré par la direction départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations - commission de médiation - cité administrative – 1, place Gaston Jourdanne – 11807 Carcassonne cedex.

ARTICLE 6 :

La commission se réunit en tant que de besoin sur convocation du président.

ARTICLE 7 :

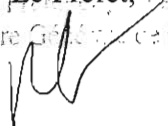
Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier (6 rue Pitot – CS 99002 – 34063 MONTPELLIER CEDEX 02) dans un délai de deux mois à compter de sa date de publication.

ARTICLE 8 :

Le préfet de l'Aude, le directeur départemental de la cohésion sociale et de la protection des populations sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Carcassonne, le 27 JAN. 2017

Pour le ~~Préfet~~ Le Préfet, Délégation
La Secrétaire Générale de la Préfecture



Marie-Blanche BERNARD

Cité administrative place Gaston Jourdanne - 11807 CARCASSONNE CEDEX 9

Horaires d'ouverture : du lundi au vendredi : 09h15/11h30 – 14h00/16h00

Téléphone : 04.34.42.91.00 - Télécopie : 04.34.42.90.03

Site Internet des services de l'Etat dans l'Aude : <http://www.aude.gouv.fr/Facebook> :

<http://www.facebook.com/préfecture>



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET de l'AUDE

**Décision n° 2017-007 donnant subdélégation de signature à
certains agents de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer de l'Aude**

Le Directeur départemental des territoires et de la mer,

VU le code de l'environnement,

VU le code de l'urbanisme,

VU le code rural et de la pêche maritime,

VU le code forestier,

VU le code des marchés publics,

VU le code de la voirie routière,

VU le code de la route,

VU le code de la construction et de l'habitation,

VU le code de la propriété des personnes publiques,

VU le code du domaine public fluvial et de la navigation intérieure,

VU le code de la fonction publique,

VU le code des pensions civiles et militaires de retraite,

VU le code de la sécurité sociale,

VU le code général des impôts,

VU le code pénal,

VU le code général des collectivités territoriales,

VU le code de la santé publique, et notamment ses articles L1416 ; R1416 à R 1416-21 relatifs au Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques,

VU le code du patrimoine, et notamment son article L524-8 relatif à la redevance d'archéologie préventive,

VU le code de commerce et notamment ses articles L751-1 à L751-4 et R751-1 à R751-7 relatifs à la commission départementale d'aménagement commercial,

VU le livre des procédures fiscales,

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions et notamment son article 34,

VU la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat,

VU la loi n° 83-1186 du 23 décembre 1983 portant modification des dispositions relatives aux relations financières et aux transferts de compétences entre l'Etat et les collectivités locales et notamment ses articles 23 à 27,

VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République,

VU la loi 2000-321 du 12 avril 2000 modifiée par la loi 2013-1005 du 12 novembre 2013 relative au droit des citoyens dans leur relation avec l'administration,

VU la loi n° 2001-2 du 3 janvier 2001 relative à la résorption de l'emploi précaire et à la modernisation du recrutement dans la fonction publique notamment son article 17,

VU la loi n° 2001-44 du 17 janvier 2001 modifiée relative à l'archéologie préventive notamment son article 9, paragraphes I et III,

VU la loi n°2001-692 du 1er août 2001 modifiée relative aux lois de finances,

VU la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales,

VU la loi n° 2009-179 du 17 février 2009 pour l'accélération des programmes de construction et d'investissements publics et privés, modifiant les conditions de fonctionnement des services archéologiques,

VU la loi n° 2009-323 du 25 mars 2009 de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion,

VU la loi n° 2009-972 du 3 août 2009 relative à la mobilité et aux parcours professionnels dans la fonction publique,

VU la loi n° 2009-1291 du 26 octobre 2009 relative au transfert aux départements des parcs de l'équipement et à l'évolution de la situation des OPA,

VU la loi n° 2010-788 du 10 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement,

VU la loi n° 2010-874 du 27 juillet 2010 de modernisation de l'agriculture et de la pêche

VU la loi n° 2010-1330 du 9 novembre 2010 portant réforme des retraites,

VU la loi n° 2012-347 du 12 mars 2012 relative à l'accès à l'emploi titulaire et à l'amélioration des conditions d'emploi des agents contractuels dans la fonction publique, à la lutte contre les discriminations et portant diverses dispositions relatives à la fonction publique,

VU le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la comptabilité publique,

VU le décret n° 90-232 du 15 mars 1990 modifié portant application de l'article 69 de la loi de finances pour 1990 et relatif à l'organisation administrative et financière du compte de commerce « opérations industrielles et commerciales des directions départementales de l'équipement »,

VU le décret n° 92-604 du 1^{er} juillet 1992 modifié portant charte de la déconcentration,

VU le décret n° 97-34 du 15 janvier 1997 relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles,

VU le décret n° 2001-1161 du 7 décembre 2001 portant déconcentration des décisions relatives à l'attribution de la nouvelle bonification indiciaire dans les services du ministère de l'équipement, des transports et du logement,

VU le décret n° 2002-121 du 31 janvier 2002 relatif au recrutement sans concours dans certains corps de fonctionnaires de catégorie C de la fonction publique de l'Etat,

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements,

VU le décret n° 2004-1144 du 26 octobre 2004 relatif à l'exécution des marchés publics par carte d'achat,

VU le décret n°2005-54 du 27 janvier 2005 relatif au contrôle financier au sein des administrations de l'Etat et notamment son article 15,

VU le décret n°2005-1429 du 18 novembre 2005 relatif aux missions, à l'organisation et aux emplois de direction des services de contrôle budgétaire et comptable ministériel,

VU le décret n° 2005-1500 du 5 décembre 2005 portant application de l'article 18 de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales,

VU le décret n° 2005-1742 du 30 décembre 2005 fixant les règles applicables aux marchés passés par les pouvoirs adjudicateurs mentionnés à l'article 3 de l'ordonnance n° 2005-649 du 6 juin 2005 relative aux marchés passés par certaines personnes publiques ou privées non soumises au code des marchés publics,

VU le décret n° 2005-1785 du 30 décembre 2005 relatif au détachement sans limitation de durée de fonctionnaires de l'Etat en application de l'article 109 de la loi 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales,

VU le décret 2006-975 portant code des marchés publics,

VU le décret n° 2008-158 du 22 février 2008 relatif à la suppléance des préfets de région et à la délégation de signature des préfets et des hauts commissaires de la République en Polynésie Française et en Nouvelle Calédonie,

VU le décret n° 2009-1106 du 10 septembre 2009 portant statut particulier du corps des ingénieurs des ponts, des eaux et des forêts,

VU le décret n° 2009-1484 du 3 décembre 2009 relatif aux directions départementales interministérielles,

VU le décret n° 2010-146 du 16 février 2010 modifiant le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements,

VU le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique,

VU le décret n° 2012-1247 du 7 novembre 2012 portant adaptation de divers textes aux nouvelles règles de la gestion budgétaire et comptable publique,

VU le décret du 10 juin 2015 portant nomination de Monsieur Jean-Marc SABATHÉ en qualité de préfet de l'Aude,

VU l'arrêté ministériel du 15 décembre 2005 attribuant des compétences en matière maritime et de navigation à certains services déconcentrés,

VU l'arrêté interministériel du 17 juillet 2006 pris pour l'application de l'article 104-IV de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales,

VU l'arrêté du Premier Ministre du 12 janvier 2010 relatif aux missions interdépartementales des directions départementales interministérielles,

VU l'arrêté du 7 décembre 2010 portant délégation de pouvoir en matière de gestion de certains personnels du ministère de l'écologie, du développement durable, des transports et du logement,

VU l'arrêté du Premier Ministre en date du 19 février 2013 nommant M. Jean-François DESBOUIS, ingénieur en chef des ponts, des eaux et forêts, directeur départemental des territoires et de la mer de l'Aude,

VU l'arrêté du Premier Ministre en date du 22 mai 2013 nommant M. Marc VETTER, ingénieur divisionnaire des travaux publics de l'Etat, directeur départemental adjoint des territoires et de la mer de l'Aude,

VU l'arrêté du 2 mars 2015 relatif à l'interdiction de circulation des véhicules de transport de marchandises à certaines périodes,

VU la circulaire ministérielle du 18 février 1998 relative aux procédures de recensement, de modification et de radiation des entreprises de travaux publics et de bâtiment (TPB),

VU la circulaire interministérielle du 1er octobre 2001 relative à la modernisation de l'ingénierie publique et au déroulement de la procédure d'engagement de l'Etat pour les marchés d'ingénierie,

VU la circulaire IOCK0920444C, du ministre de l'intérieur, de l'outre mer et des collectivités locales du 1er septembre 2009, relative au contrôle de légalité en matière d'urbanisme,

VU la circulaire du ministre de l'Intérieur du 12 septembre 2012 à la délégation de signature des préfets,

VU l'arrêté préfectoral n° 2005-11-4229 du 15 décembre 2005 portant constatation du transfert des routes nationales au conseil général de l'Aude,

VU l'arrêté préfectoral n° 2010-11-3194 du 21 septembre 2010 portant renouvellement de la sous commission départementale pour l'accessibilité aux personnes handicapées pour le département de l'Aude,

VU l'arrêté préfectoral n° 2010-11-0008 du 4 janvier 2010 relatif à liste des agents composant la direction départementale des territoires et de la mer de l'Aude,

VU l'arrêté préfectoral n° 2016-037 du 25 mai 2016 portant organisation de la direction départementale des territoires et de la mer de l'Aude,

VU l'arrêté préfectoral n° DCT-BCI-2016-065 du 24 novembre 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Jean-François DESBOUIS, Directeur départemental des territoires et de la mer de l'Aude,

SUR proposition du secrétaire général,

D E C I D E :

SECTION 1 : COMPETENCE ADMINISTRATIVE GENERALE

ARTICLE 1 :

Conformément à l'article 2 de l'arrêté préfectoral n° DCT-BCI-2016-065 du 24 novembre 2016, sont exclues de la présente subdélégation les décisions et les actes réservés au Préfet :

- Relevant des dispositions générales suivantes :
 - Les conventions liant l'Etat aux collectivités territoriales, à leurs groupements et à leurs établissements publics,
 - Les arrêtés préfectoraux de portée générale intéressant le département,
 - La constitution et la composition des comités, commissions et missions d'enquêtes institués par des textes législatifs ou réglementaires, hors commissions et instances internes associant

- les représentants du personnel,
- Les décisions de gestion du domaine public (acquisition, aliénation, affectation),
- Les circulaires aux maires et les réponses aux parlementaires,
- Les courriers adressés aux membres du gouvernement, aux parlementaires, aux Président du Conseil Départemental et Président du Conseil Régional, aux Préfets de département et aux Préfets de région, de zone.

❑ Relevant des dispositions particulières suivantes :

- Les actes, de compétence Préfet ou autres délégués, listés en annexe du présent arrêté.

❑ Relevant des dispositions juridiques suivantes :

- Les saisines de toute nature des juridictions administratives et de la chambre régionale des comptes, dans le cadre du contrôle des collectivités locales et de leurs établissements publics,
- Les mémoires en défense ou en réponse dans ce même cadre.

ARTICLE 2 :

Subdélégation permanente de signature est donnée, dans le cadre de leurs attributions respectives, aux Chefs de service figurant dans le tableau ci-après :

- pour signer les actes relevant strictement de leurs domaines de compétences métier, à l'exclusion des dispositions citées dans les articles 1 et 9, et celles mentionnées dans l'annexe 1.
- pour signer les congés annuels des agents relevant de leur service,
- pour signer les actes relevant de l'exercice des permanences cadres (astreinte de décision).

NOM	GRADE et FONCTION
VENOUX Nicolas	Attaché administratif principal Secrétaire Général
FAYOLLE Patrick	Ingénieur divisionnaire de l'agriculture et de l'environnement Chef du Service Économie Agricole et Développement Rural
FILLIT Muriel	Ingénieur divisionnaire de l'agriculture et de l'environnement Chef du service Eau et milieux aquatiques
DEFOS Stéphane	Ingénieur en chef des ponts, des eaux et des forêts Chef du Service Environnement, Urbanisme et Développement du Territoire
KLEIN Sabrina	Ingénieur divisionnaire des TPE Chef du Service Prévention des Risques et Sécurité Routière
OGER Evelyne	Attachée administrative principale Chef du Service Habitat et bâtiments durables
TRICOIRE Jean-Louis	Attaché administratif principal Chef du service Aménagement territorial Est et Maritime
LIOT Christian	Attaché administratif principal Chef du Service Aménagement Territorial Ouest
RIPOLL Martine	Attachée administrative principale Chef de la Mission Affaires juridiques et suivi des procédures

ARTICLE 3 :

Subdélégation de signature est donnée, dans le cadre de leurs attributions respectives, à l'exclusion des dispositions citées dans les articles 1 et 9, et celles mentionnées dans l'annexe 1, aux agents figurant dans le tableau ci-après :

NOM	GRADE et FONCTION	SUBDELEGATION
SECRETARIAT GENERAL		
MESMAIN Corine	Attachée administrative principale Secrétaire générale	En cas d'absence ou d'empêchement du chef de service : subdélégation permanente identique à celle du Chef de service.
BERTRAND Pascal	Attaché administratif Secrétaire général adjoint	Subdélégation permanente identique à celle du Chef de service à l'exclusion des actes relevant de l'exercice des permanences cadres.
JOUIN Véronique	Secrétaire d'administration et de contrôle du développement durable de classe exceptionnelle Chef de l'unité Budget, comptabilité et logistique	Subdélégation permanente pour les actes relevant strictement du champ de compétences métier de l'unité.
FAUDRY Karine	Secrétaire d'administration et de contrôle du développement durable de classe exceptionnelle Chef de l'Unité Ressources Humaines et Formation	Subdélégation permanente pour les actes relevant strictement du champ de compétences métier de l'unité.
SERVICE ECONOMIE AGRICOLE ET DEVELOPPEMENT RURAL		
MERCY Laurence	Ingénieur divisionnaire de l'agriculture et de l'environnement, Adjoint du Chef du Service Économie Agricole et Développement Rural Adjointe au chef de service Chef de l'Unité Aides conjoncturelles – Politique de la montagne	Subdélégation permanente identique à celle du Chef de service à l'exclusion des actes relevant de l'exercice des permanences cadres.
DEVEAU Géraldine	Ingénieur de l'agriculture et de l'environnement, Chef de l'Unité installations-droits-structures	Subdélégation permanente pour les actes relevant strictement du champ de compétences métier de l'unité. En cas d'absence ou d'empêchement du chef de service et de son adjoint : Subdélégation pour signer les congés annuels des agents relevant de l'unité.
DOLADILLE Brice	Attaché administratif Chef de l'Unité Aides directes de la PAC	Subdélégation permanente pour les actes relevant strictement du champ de compétences métier de l'unité. En cas d'absence ou d'empêchement du chef de service et de son adjoint : Subdélégation pour signer les congés annuels des agents relevant de l'unité.

GELLE Sophie	Attachée administrative principale Chef de l'Unité Investissements PCAE/Développement rural et chargée de mission coordinatrice FEADER	Subdélégation permanente pour les actes relevant strictement du champ de compétences métier de la mission.
SERVICE EAU ET MILIEUX AQUATIQUES		
CADORET Pierre	Ingénieur divisionnaire de l'agriculture et de l'environnement Chef unité quantité et ouvrages hydrauliques	Subdélégation permanente pour les actes relevant strictement du champ de compétences métier de l'unité. En cas d'absence ou d'empêchement du chef de service : Subdélégation identique à celle du Chef de service à l'exclusion des actes relevant de l'exercice des permanences cadres.
GUIN Mathias	Ingénieur de l'agriculture et de l'environnement Chef unité qualité des eaux et milieux aquatiques	Subdélégation permanente pour les actes relevant strictement du champ de compétences métier de l'unité.
BRODIEZ Ghislaine	Ingénieur de l'agriculture et de l'environnement Chef unité planification et politique de l'eau	Subdélégation permanente pour les actes relevant strictement du champ de compétences métier de l'unité.
SERVICE URBANISME ENVIRONNEMENT ET DEVELOPPEMENT DU TERRITOIRE		
AÏT-AÏSSA Malik	Ingénieur divisionnaire des TPE Adjoint au chef du SUEDT	Subdélégation permanente identique à celle du Chef de Service à l'exclusion des actes relevant de l'exercice des permanences cadres.
BUGNICOURT Claire	Ingénieur divisionnaire de l'agriculture et de l'environnement Chef de la Mission Développement Durable	Subdélégation permanente identique à celle du Chef de Service à l'exclusion des actes relevant de l'exercice des permanences cadres.
DUPASQUIER Muriel	Ingénieur divisionnaire de l'agriculture et de l'environnement Chef de l'unité Forêt et Biodiversité	Subdélégation permanente pour les actes relevant strictement du champ de compétences métier de l'unité.
ALGER Eric	Ingénieur divisionnaire de l'agriculture et de l'environnement Adjoint au Chef de l'unité Forêt et Biodiversité	Subdélégation permanente pour les actes relevant strictement du champ de compétences métier de l'unité.
COSTE Dominique	PNT A CETE Chef de l'unité droit des sols	Subdélégation permanente pour les actes relevant strictement du champ de compétences métier de l'unité.
MANDON-DALGER Isabelle	Ingénieur des TPE Chef de l'unité Planification et Politiques publiques	Subdélégation permanente pour les actes relevant strictement du champ de compétences métier de l'unité.
DAURES Cécile	Attachée administrative Adjointe au Chef d'unité Planification et Politiques publiques	Subdélégation permanente pour les actes relevant strictement du champ de compétences métier de l'unité.
SERVICE PREVENTION DES RISQUES ET SECURITE ROUTIERE		
BORTOLOTTI Frédéric	Délégué du permis de conduire et de la Sécurité routière Chef de l'unité éducation routière	Subdélégation permanente pour les actes relevant strictement du champ de compétences métier de l'unité.
SIDORSKI Eric	Ingénieur des TPE,	Subdélégation permanente identique

	adjoint au Chef du Service Prévention des Risques et Sécurité Routière	à celle du Chef de service à l'exclusion des actes relevant de l'exercice des permanences cadres et de la signature des congés annuels, sauf pour ces derniers en cas d'absence ou d'empêchement du chef de service.
REYNIER Oriane	Ingénieur des TPE Chef de l'unité prévention des risques majeurs	Subdélégation permanente pour les actes relevant strictement du champ de compétences métier de l'unité.
SERVICE HABITAT ET BATIMENTS DURABLES		
FABRE François-Xavier	Ingénieur divisionnaire des TPE Adjoint au chef du SHBD	Subdélégation permanente identique à celle du Chef de Service à l'exclusion des actes relevant de l'exercice des permanences cadres.
CAUMEIL Frédéric	Ingénieur des TPE Chef de l'unité Financement du logement et rénovation urbaine	Subdélégation permanente pour les actes relevant strictement du champ de compétences métier de l'unité.
GALIBERT Martine	Secrétaire d'administration et de contrôle du développement durable de classe exceptionnelle Chef de l'unité accessibilité	Subdélégation permanente pour les actes relevant strictement du champ de compétences métier de l'unité.
MARC Daniel	Technicien supérieur principal du développement durable Chargé de la lutte contre l'habitat indigne (LHI)	Subdélégation permanente pour signer les décisions relatives à l'octroi de subventions pour la suppression de l'insalubrité par travaux : octroi, annulation, modification, paiement, (art. R.523-1 du code de la construction et de l'habitation).
VILA Cécile	Secrétaire administratif de classe normale du Développement Durable Chef du pôle parc public	Subdélégation permanente pour signer : - les décisions relatives aux primes à la construction : octroi, annulation, suspension, dérogation, prorogation de délais, paiement, transfert (art. R.311-1 et suivants du code de la construction et de l'habitation), - les Conventions entre l'État et les bailleurs de logements au titre de l'article L.351-2 du code de la construction et de l'habitation (art. L.353-2 et suivants et R.353-1 et suivants du code de la construction et de l'habitation), - les décisions relatives aux subventions et agréments pour l'amélioration de logements à usage locatif et social (PALULOS) : octroi, annulation, autorisation de commencer les travaux avant délivrance de la décision, dérogations au montant des travaux subventionnables et au taux de la subvention, prorogation de délais

		d'achèvement des travaux (art. R.323-1 à R.323-11 du code de la construction et de l'habitation).
SERVICE AMENAGEMENT TERRITORIAL EST ET MARITIME		
GUILHOU Yannick	Technicien supérieur en chef du développement durable Adjoint au Chef du service Aménagement Territorial Est et Maritime Chef du pôle territorial Chef du pôle domaine public maritime	Subdélégation permanente pour les actes relevant strictement du champ de compétences métier des Pôles. En cas d'absence ou d'empêchement du chef de service : Subdélégation pour signer les congés annuels des agents relevant des Pôles.
SERVICE AMENAGEMENT TERRITORIAL OUEST		
BROTTE Agnès	Secrétaire d'administration et de contrôle du développement durable de classe normale	Subdélégation permanente pour signer : - les lettres demandant les pièces manquantes en vertu des articles R 423-38 du code de l'urbanisme, - les lettres modifiant le délai d'instruction en vertu des articles R 423-24, R 432-25, R 423-34 à R 423-37 et R 423-42 et R 432-44 du code de l'urbanisme, - les lettres d'incomplet en cas d'absence d'attestation exigée par l'art R 462-3 pour l'accessibilité et par l'art R 462-4 pour la sismicité, par l'art R 462-4-1 pour la réglementation thermique et par l'art R 462-4-2 pour la réglementation acoustique.
LASSALLE Sylvie	Secrétaire d'administration et de contrôle du développement durable de classe exceptionnelle Adjointe au Chef du service aménagement territorial Ouest Chef du pôle ADS	Subdélégation permanente pour les actes relevant strictement du champ de compétences métier du Pôle. En cas d'absence ou d'empêchement du chef de service : Subdélégation pour signer les congés annuels des agents relevant du Pôle.
MISSION AFFAIRES JURIDIQUES ET SUIVI DES PROCEDURES		
BONNET Eric	Ingénieur des TPE adjoint au chef de mission MAJSP	Subdélégation permanente pour signer les actes relevant de l'exercice des permanences cadres (astreinte de décision).

ARTICLE 4 :

Subdélégation est donnée à Mme Martine RIPOLL, attachée administrative principale, pour représenter l'Etat devant les juridictions administratives conformément aux dispositions de l'article R 431-10 du code de justice administrative.

SECTION 2 : COMPETENCE D'ORDONNANCEMENT SECONDAIRE

ARTICLE 5 :

Sous réserve de l'article 8, délégation de signature est donnée à M. Nicolas VENOUX, attaché administratif principal, et en cas d'absence ou d'empêchement de M. VENOUX à Mme Corine MESMAIN attachée administrative principale, pour procéder à l'exercice de la compétence d'ordonnateur secondaire des recettes et des dépenses de l'Etat imputées sur les titres des budgets opérationnels de programme (BOP) suivants :

MINISTERE	BOP	N°
MINISTERE – MAAF Agriculture, Agroalimentaire et Forêt	Forêt	149
	Économie et développement durable de l'agriculture et des territoires	154
	Sécurité et qualité sanitaire de l'alimentation	206
	Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture	215
MINISTERE – MINEFI Économie et Finances	Entretien des bâtiments de l'Etat	309
	Contributions aux dépenses immobilières	723
MINISTERE – MEEM Environnement, Énergie et Mer	Paysages, eau et biodiversité	113
	Prévention des risques	181
	Infrastructures et services de transport	203
	Sécurité et affaires maritimes, pêche et aquaculture	205
	Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer	217
MINISTERE – MLHD Logement et Habitat Durable	Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat	135
MINISTERE – Réforme de l'Etat	Fonction publique	148
MINISTERE – Intérieur	Sécurité et éducation routières	207
Services du PREMIER MINISTRE	Moyens mutualisés des administrations déconcentrées	333
Comptes spéciaux du Trésor	Fonds de prévention des risques majeurs	
	Fonds national de garantie contre les calamités agricoles	

La présente délégation porte sur l'engagement, la liquidation, le mandatement des dépenses de toute nature et l'émission de titres de perception.

Délégation est également donnée pour opposer la prescription quadriennale aux créanciers, pour les recettes relatives à l'activité de son service, pour l'exécution (engagement, liquidation, mandatement) des crédits du

compte d'affectation spéciale (gestion du patrimoine immobilier de l'Etat).

Pour les BOP 333 action 2 et 309, cette délégation s'exerce indépendamment de la qualité de responsable d'unité opérationnelle qui reste assurée par le Préfet.

ARTICLE 6 :

La subdélégation de signature est donnée aux agents ci-après, à l'effet de signer, dans le cadre de leurs attributions et responsabilités, tout acte relatif :

- à la gestion des crédits (autorisations d'engager et crédits de paiement) des programmes et comptes spéciaux relevant de leurs compétences,
- à la validation des engagements juridiques de toute nature, ainsi que des pièces justificatives qui les accompagnent, y compris les marchés publics passés selon la procédure adaptée (MAPA) d'un montant inférieur à 150 000 euros TTC,
- à la validation de tout marché public d'un montant supérieur ou égal à 150 000 euros TTC, après visa préalable du Préfet,
- aux bons et lettres de commande après réception de l'engagement juridique créé par le centre de prestations comptables mutualisées,
- aux constatations de service fait,

A l'exception des protocoles destinés à régler à l'amiable les différends de toute nature.

Service	Nom et Prénom	Fonctions	Nature
<i>Secrétariat Général</i>	BERTRAND Pascal	Secrétaire général adjoint	EJ5 - BC2 – LRD
	JOUIN Véronique	Chef de l'unité budget, comptabilité et logistique	EJ3 – BC2 – LRD
	FAUDRY Karine	Chef de l'unité Ressources Humaines et Formation	EJ3 – BC2 – LRD
<i>Service Prévention des Risques et Sécurité Routière</i>	KLEIN Sabrina	Chef du S.P.R.IS.R.	EJ5 – BC4 – LRD
	BORTOLOTTO Frédéric	Chef de l'unité Éducation routière	EJ3 – BC2 – LRD
	SIDORSKI Eric	Adjoint au Chef du Service Prévention des Risques et Sécurité Routière Chef de service par intérim	EJ5 – BC4 – LRD
	GONZALEZ Delphine	Chef de l'unité sécurité routière	EJ3 – BC2 – LRD
	REYNIER Oriane	Chef de l'unité prévention des risques majeurs	EJ3 – BC2 – LRD
<i>Service Urbanisme, Environnement et Développement du Territoire</i>	DEFOS Stéphane	Chef du S.U.E.D.T.	EJ5 – BC4 – LRD
	AÏT AÏSSA Malik	Adjoint au chef du S.U.E.D.T.	EJ5 – BC4 – LRD
<i>Service Habitat et Bâtiment Durables</i>	OGER Evelyne	Chef du Service Habitat et Bâtiment durables	EJ5 – BC4 – LRD
	FABRE François-Xavier	Adjoint au chef du SHBD	EJ5-BC4-LRD

	CAUMEIL Frédéric	Chef de l'unité financement du logement et rénovation urbaine	EJ5 – BC4 – LRD
	VILA Cécile	Adjointe ANRU, chef du pôle public	En cas d'empêchement de F. CAUMEIL LRD
	MARC Daniel	Chargé de la lutte contre l'habitat indigne (LHI)	EJ3
	DELAGE Jean-Pierre	Chef d'unité bâtiments et de la qualité de la construction	EJ3 – BC2 – LRD
<i>Service Économie Agricole et Développement Rural</i>	FAYOLLE Patrick	Chef du S.E.A.D.R.	EJ5 – BC4 – LRD
	DOLADILLE Brice	Chef de l'Unité Aides directes de la PAC	EJ3 – BC2 – LRD
	MERCY Laurence	Adjointe au chef de service Chef de l'Unité Aides conjoncturelles – Politique de la montagne	EJ4 – BC3 – LRD
	DEVEAU Géraldine	Chef de l'Unité installations-droits-structures	EJ3 – BC2 – LRD
	GELLE Sophie	Chef de l'Unité Investissements PCAE/Développement rural et chargée de mission coordinatrice FEADER	EJ3 – BC2 – LRD
<i>Service Eau et Milieux Aquatiques</i>	FILLIT Muriel	Chef du S.E.M.A.	EJ5 – BC4 – LRD
	CADORET Pierre	Chef de l'unité quantité des ouvrages hydrauliques	EJ3 – BC2 – LRD
	GUIN Mathias	Chef d'unité qualité des eaux et milieux aquatiques	EJ3 – BC2 – LRD
	BRODIEZ Ghislaine	Chef d'unité planification et politique de l'eau	EJ3 – BC2 – LRD
<i>Service Aménagement Territorial Ouest</i>	LIOT Christian	Chef du Service Aménagement Territorial Ouest	EJ3 – BC2 – LRD
<i>Service Aménagement Territorial Est et Maritime</i>	TRICOIRE Jean-Louis	Chef du Service Aménagement Territorial Est-Maritime	EJ3 – BC2 – LRD

Les domaines de compétence indiqués pour chaque agent subdélégué dans le tableau ci-dessus renvoient à la nomenclature du tableau ci-après :

CODE	NATURE DES SUBDELEGATIONS
EJ1	Les engagements juridiques des marchés à procédure adaptée d'un montant < 300 € HT
EJ2	Les engagements juridiques des marchés à procédure adaptée d'un montant < 3 000 € HT
EJ3	Les engagements juridiques des marchés à procédure adaptée d'un montant < 7 500 € HT
EJ4	Les engagements juridiques des marchés à procédure adaptée d'un montant < 15 000 € HT

EJ5	Les engagements juridiques des marchés à procédure adaptée d'un montant < 25 000 € HT
BC1	Les bons de commandes d'un montant < 300 € HT établis dans le cadre des marchés à bon de commande.
BC2	Les bons de commandes d'un montant < 10 000 € HT établis dans le cadre des marchés à bon de commande.
BC3	Les bons de commandes d'un montant < 25 000 € HT établis dans le cadre des marchés à bon de commande
BC4	Les bons de commandes, quels que soient leurs montants, établis dans le cadre des marchés à bon de commande.
LRD	Les propositions de mandatement et les titres de perception

ARTICLE 7 :

Au vu notamment des dispositions du décret n° 2004-1144 du 26 octobre 2004 relatif à l'exécution des marchés publics par carte d'achat, et de l'instruction n° 05-025 MO-M9 du 21 avril 2005, disposent d'une carte d'achat pour les besoins du service :

Nicolas VENOUX	Secrétaire général
Véronique JOUIN	Chef de l'unité Budget, Comptabilité et logistique

ARTICLE 8 :

Au vu des dispositions prévues par le contrôle interne comptable, les agents ci-dessous sont habilités à effectuer les mouvements informatiques de validation dans l'application comptable CHORUS FORMULAIRE, des demandes d'achat (DA) et les opérations afférentes :

<i>Secrétariat Général</i>	Nathalie BACHY-BERTRAND Chantal LEBRETON Anne-Marie TONELLO Françoise LAPORTE
<i>Service Urbanisme, Environnement et Développement du Territoire</i>	Annaïk QUEAU
<i>Service Prévention des Risques et Sécurité Routière</i>	Jean-Michel BLOQUET-ROUDAUT
<i>Service Habitat et Bâtiment Durables</i>	Cécile VILA Jean-Pierre DELAGE Patricia BOUYSSOU
<i>Service de l'Economie Agricole et du Développement Rural</i>	Fabrice COUAILLET

ARTICLE 9 :

Demeurent réservées à la signature du Préfet :

- ❑ Les décisions suivantes quel qu'en soit leur montant :
 - En cas d'avis préalable défavorable de l'autorité chargée du contrôle financier, le courrier informant cette autorité des motifs de la décision de ne pas se conformer à l'avis donné dans les conditions fixées à l'article 13 du décret du 27 janvier 2005 susvisé,
 - Les ordres de réquisition du comptable public prévus à l'article 66 du décret du 29 décembre 1962 susvisé.

ARTICLE 10 :

Les affaires, faisant l'objet de décisions entrant dans le cadre de la présente délégation de signature, mais qui présentent une importance significative pour la vie économique et sociale du département, sont soumises, par l'autorité délégataire, à l'appréciation et le cas échéant, à la décision personnelle du Préfet.

SECTION 3 : COMPETENCE D'EXECUTION DES BOP

ARTICLE 11 :

En application de l'article 53 du décret du 29 avril 2004 susvisé, le Préfet dispose des pouvoirs de décision, relevant de l'Etat, relatifs à la préparation et à l'exécution des opérations d'intérêt départemental. A ce titre, il arrête la programmation des dépenses de l'Etat après avis du Comité de l'administration régionale (CAR).

SECTION 4 : DISPOSITIONS COMMUNES

ARTICLE 12 :

Pour les actes subdélégués pris au nom du Préfet, la signature du subdélégué et sa qualité devront être précédées de la mention suivante : « Pour le Préfet et par délégation, le ... ».

« Pour le préfet et par délégation, le ».

ARTICLE 13 :

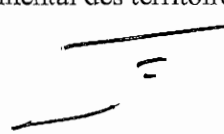
La décision 2016-077 du 24 novembre 2016 est abrogée.

ARTICLE 14 :

Le Secrétaire Général de la Préfecture de l'Aude, M. le Directeur Départemental des Finances Publiques et M. le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Aude.

Fait à Carcassonne, le 15 février 2017

Le Directeur départemental des territoires et de la mer de l'Aude,



Jean-François DESBOUIS

**ANNEXE 1 : ACTES DEMEURANT DE LA COMPETENCE DU PREFET OU AUTRES
DELEGATAIRES LE CAS ECHEANT**

DOMAINES D'ACTIVITE	REFERENCE	DECISIONS RESERVEES	REFERENCE
<p>1- URBANISME</p> <p>A) Règles général d'aménagement et d'urbanisme</p> <p><u>1) Prévisions et règles d'urbanisme</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Associations locales d'usagers - Commission de conciliation - Projets d'intérêt général - SCOT -PLU <p>- Servitudes</p> <p>- Cartes communales</p> <p><u>2) Dispositions spéciales à certaines parties du territoire</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Zones de montagne - Zones de bruit des aérodromes 	<p>Code de l'urbanisme</p> <p>Livre 1^{er}</p> <p>Titre 2</p> <p>Chap. 1 – sect. 3</p> <p>Chap. 1 – sect. 4</p> <p>Chap. 1 – sect. 2</p> <p>Chap. 2</p> <p>Chap. 3</p> <p>Chap. 6</p> <p>Chap. 4</p> <p>Titre 4</p> <p>Chap. 5</p> <p>Chap. 7</p>	<p>Contentieux administratif et contrôle de légalité (notamment les lettres d'observations valant recours gracieux, adressées aux auteurs des actes d'urbanisme soumis au contrôle du Préfet)</p> <p>Décision d'agrément</p> <p>Ensemble des actes</p> <p>Ensemble des actes</p> <p>Ensemble des actes</p> <p>Associations des services de l'Etat</p> <p>Avis sur projet arrêté</p> <p>Contrôle de légalité</p> <p>Modification ou révision à l'initiative de l'Etat</p> <p>DUP valant modification</p> <p>Mise à jour des PLU</p> <p>Approbation</p>	<p>R121-5</p> <p>L123-7</p> <p>L123-9</p> <p>L123-12</p> <p>L123-14 ; L123-21</p> <p>L126-1</p> <p>L126-1</p> <p>L124-2</p> <p>R145-3</p> <p>R147-6 ; R147-10</p>
<p>B) Prémption et réserves foncières</p> <ul style="list-style-type: none"> - Z.A.D. - 	<p>Livre II</p> <p>Chap. 2</p>	<p>Décision de création</p>	<p>L212-1</p>
<p>C) Aménagement foncier</p> <p>1) <u>Opérations d'aménagement</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - ZAC <p>2) <u>Organismes d'exécution</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - A.F.U. <p>3) <u>Restauration immobilière et secteurs sauvegardés</u></p>	<p>Livre III</p> <p>Titre 1^{er}</p> <p>Titre 2</p> <p>Chap. 2</p> <p>Titre 3</p>	<p>Zones d'aménagement concerté à l'initiative de l'Etat, de la Région, du Département ou de leurs établissements publics concessionnaires et les ZAC situées à l'intérieur d'un périmètre d'opération d'intérêt national</p> <p>Décision de création de la ZAC</p> <p>Zones d'aménagement concerté à l'initiative de l'Etat</p> <p>Signature des conventions déterminant la participation des propriétaires à l'aménagement</p> <p>Approbation du cahier des charges</p> <p>Réalisation des zones d'aménagement concerté créées à l'initiative de l'Etat</p> <p>Approbation du dossier de réalisation</p> <p>Approbation du programme des équipements publics</p> <p>Déclaration d'utilité publique-expropriation</p> <p>Suppression des ZAC créées à l'initiative de l'Etat</p> <p>Décision</p> <p>Ensemble des actes</p> <p>Ensemble des actes</p>	<p>L311-1</p> <p>L311-5</p> <p>L311-6</p> <p>R311-7</p> <p>R311-8</p> <p>R311-10</p> <p>R311-12</p> <p>R322-3 à R322-40</p> <p>R313-1 à R313-38</p>
<p>D) Règles relatives à l'acte de construire et à divers modes d'utilisation du sol</p> <p>Certificat d'urbanisme et Permis de construire, d'aménager, de démolir</p>	<p>Livre 4</p> <p>Titre 1 et Titre 2</p>	<p>Arrêté préfectoral autorisant la restauration, la reconstruction, l'extension d'anciens bâtiments d'estives</p> <p>-Décisions concernant les certificats d'urbanisme visés à l'article L 410-1 b), les permis pour :</p> <p>a) les constructions réalisées pour le compte de l'Etat et de ses établissements publics et concessionnaires, ainsi que pour le compte d'états étrangers ou d'organisations internationales ;</p> <p>b) les ouvrages de production, de transport, de distribution et de stockage d'énergie, ainsi que ceux utilisant des matières radioactives,</p> <p>c) les installations nucléaires de base,</p> <p>d) les travaux qui sont soumis à l'autorisation du ministre de la défense ou du ministre chargé des sites ou en cas d'évocation par le ministre chargé de la protection de la nature ou par le ministre chargé des monuments historiques et des espaces protégés,</p> <p>e) en cas de désaccord entre le maire et le responsable du service de l'Etat dans le département chargé de l'instruction mentionné à l'article R423-16</p>	<p>L145-3</p> <p>L422-2 et R 410-11</p>

DOMAINES D'ACTIVITE	REFERENCE	DECISIONS RESERVEES	REFERENCE
Déclarations préalables		<p>- Décisions concernant les déclarations préalables en cas de désaccord entre le maire et le responsable du service de l'Etat dans le département chargé de l'instruction mentionné à l'article R423-16.</p> <p>Les actes connexes aux décisions prises en application des articles L 422-2 et R 422-2 : prorogation ou transfert du permis ;</p> <p>Formalités spécifiques aux lotissements faisant suite à un permis d'aménager pris en application de l'article R 422-2 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Arrêté de vente par anticipation ; - Autorisation de différer les travaux de finition ; - Mise en forme de la garantie d'achèvement d'un lotissement ; - Désignation de la personne devant se substituer au lotisseur défaillant <p>Formalités spécifiques aux campings et autres terrains aménagés faisant suite à un permis d'aménager ou une déclaration préalable prise en application de l'article R 422-2 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les prescriptions d'information, d'alerte et d'évacuation - Fermeture du terrain et évacuation des occupants 	<p>R422-2</p> <p>R424-21</p> <p>R442-13 R442-13 R442-15 R442-16</p> <p>L443-2 ; R443-10 R443-11</p>
E) Travaux en site classé ou en instance de classement	Code de l'environnement Code de l'urbanisme	Autorisations spéciales de travaux	L 341-7 – L 341-10 R 341-10 L 421-2 à 421-8 sauf L 421-3
F) Conventions de mise à disposition des services de la DDTM pour l'instruction des demandes d'autorisation et actes relatifs à l'occupation des sols.	Livre IV Chap. 2 – Titre 2	Signature de la convention	L422-8
II - HABITAT			
A) Dispositions générales	Code de la construction et de l'habitation Livre 1	Contentieux administratif Décisions et contrôles relatifs aux immeubles de grande hauteur et à ceux recevant du public	Titre II
B) Aides diverses à la construction d'habitations et à l'amélioration de l'habitat. Aide personnalisée au logement	Livre 3	Délégation de la programmation des aides de l'Etat en faveur de l'habitat	L301-3
C) Habitations à loyer modéré	Livre 4	Désignation de membres du Conseil d'Administration de l'OPAC ou de l'OPDHLM Décision déclarant démissionnaire un membre du conseil d'administration de l'OPAC Décision de suspension d'un membre du conseil d'administration de l'OPDHLM	R421-7 . R421-5 R421-1 R421-6
III - EAU ET MILIEUX AQUATIQUES			
1) IOTA soumis à procédure d'autorisation	Code de l'environnement Livre I, titre VII	- AP d'enquête publique, d'autorisation (y compris AP complémentaire) et de sanctions administratives	
2) Zonage réglementaire sujet à procédure départementale	Livre II, titre I Livre IV, titre III	- AP relatifs à des zonages	
3) Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE)		- AP relatifs aux périmètres à la Commission Locale de l'Eau et à l'approbation du SAGE	
4) Pêche		- Agrément du président et du trésorier de la fédération de l'Aude pour la pêche et la protection du milieu aquatique.	
5) Energie hydroélectrique (microcentrales soumises à procédure d'autorisation)	Code de l'énergie (livre V)	- AP d'enquête publique, d'autorisation (y compris AP complémentaire) et de sanctions administratives.	
6) Démoustication	Loi 64-1246	- AP relatifs à la démoustication	
7) Régime des zones d'érosion, humides et de protection des aires d'alimentation des captages	Code rural et de la pêche maritime	- AP de délimitation des zones d'établissement des plans d'actions	R114-I à 10

DOMAINES D'ACTIVITE	REFERENCE	DECISIONS RESERVEES	REFERENCE
<u>IV – ICPE</u> caves viti vinicoles relevant de l'autorisation (rubrique 2251 de la nomenclature des installations classées).	Code de l'environnement : livre V, titre I	AP d'enquête publique, d'autorisation (y compris AP complémentaire) et de sanctions administratives	
<u>V- POLICE DE LA NAVIGATION</u> Navigation sur les plans d'eau et cours d'eau du département	Décret 73-912 du 21/09/1973	AP portant règlement particulier de police de la navigation	Circulaire 75-123 du 18/08/1975
<u>VI-ROUTES ET CIRCULATION ROUTIERE</u> a) Gestion et conservation du domaine public routier national b) Procédure d'expropriation c) Procédure occupation temporaire d) Exploitation de la route	Code de l'expropriation Loi 29/12/1982 Code de la route	Néant Les arrêtés relatifs : - ouverture d'enquêtes - DUP - cessibilité - documents juge d'expropriation Néant Arrêtés permanents réglementant la circulation sur le réseau routes nationales (hors agglomération). Toute mesure réglementaire prise à l'occasion d'événements particuliers (épreuves sportives, transhumances, prorogation équipements spéciaux) Autorisations de transports exceptionnels déléguées au DDTM des Pyrénées-Orientales Dérogations préfectorales individuelles à titre temporaire relatives à l'interdiction de circulation des véhicules de transport de marchandises déléguées au DDTM des Pyrénées-Orientales	Art5. II Arrêté du 2 mars 2015
<u>VII - AGRICULTURE ET ASSOCIATIONS FONCIERES</u>		- Arrêté de constitution ou de dissolution des associations foncières - Labellisation des organismes intervenant en matière d'installation	
<u>VIII - FORET</u>	Code forestier	- Acte de résiliation d'un contrat du Fonds Forestier National entraînant une réduction de créance supérieure à 150 000 € - Délégation est consentie à M. Jean-François DESBOUIS, Directeur Départemental des Territoires et de la Mer en ce qui concerne les décisions d'autorisation de défrichement. Cette délégation n'est pas susceptible de subdélégation. -Approbation du Plan Départemental de Protection des Forêts contre l'Incendie - Approbation de la réglementation de l'emploi du feu - Approbation de la réglementation relative aux obligations légales de débroussaillage	L156-2 et L156-3 R15661 à R156-5 R312-4 L133-2 R133-1 à R133-11 L131-6 et L131-9 R131-2 à R 131-12 L131-6, L131-8 L131-10 à L131-15 R131-13 à R131-15
<u>IX - CHASSE</u>	Code de l'environnement	-Approbation du schéma départemental de gestion cynégétique -Ouverture et clôture de la chasse -Fixation du plan de chasse dans le département -Fixation de PMA (prélèvements maximum autorisé) -Classement des espèces nuisibles	L420-1, L425-1 à L425-15 ; R425-1 à R425-13, R425-18 à R425-30 L424-2 et L424-4 ; R424-1 à R424-9 L425-6 à L425-13 R425-1 à R 425-13 L425-2 et 425-14 R425-18 à R425-20 L427-8 R427-6 à R427-24

		-Nomination des lieutenants de louveterie	L427-1 à L427-3 et R427-1 à R427-3
--	--	---	---------------------------------------

DOMAINES D'ACTIVITE	REFERENCE	DECISIONS RESERVEES	REFERENCE
<u>X - BIODIVERSITE</u>	Code de l'environnement	- Approbation des documents d'objectifs des sites Natura 2000 - Constitution des comités de pilotage Natura 2000	L414-1 à L414-7 R414-8 à R414-11
<u>XI - RISQUES</u>		- Arrêtés de prescription, d'ouverture d'enquête publique, d'application par anticipation et d'approbation des procédures relatives aux plans de prévention des risques naturels prévisibles (élaboration, modification, révision) - Arrêtés attributifs de subventions au titre de la prévention des risques naturels prévisibles.	
<u>XII-GESTION ET CONSERVATION DU DOMAINE PUBLIC MARITIME ET PORTUAIRE</u>	Décret 2004-309 du 29 mars 2004 CGPPP décret 66-413 du 17 juin 1966 CGPPP CGPPP	Délimitation des rivages de la mer, des lais et relais de la mer et des limites transversales de la mer à l'embouchure des fleuves et des rivières Désignation des terrains réservés en vue de la satisfaction des besoins d'intérêt public d'ordre maritime, balnéaire ou touristique et qui ont été acquis par l'Etat Remise à l'administration des domaines des terrains du domaine privé de l'Etat devenus inutiles au service. Désignation des terrains réservés en arrière du DPM	L2111-4 Art. 8 L 3211-1 L2111-4
<u>XIII - AMENAGEMENT COMMERCIAL</u>	Loi de modernisation de l'économie du 4 août 2008 Décret du 24 novembre 2008 Code de l'urbanisme	Décision de la commission d'aménagement commercial	R752-24 du code de commerce



PREFECTURE DE L'AUDE

Arrêté temporaire n° DDTM/SPRISR/USR/2017-001 portant réglementation de la circulation sur l'A9.

LE PREFET DE L'AUDE
Chevalier de la légion d'honneur,

VU le Décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, relatif au pouvoir des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements,

VU le Code de la Route et notamment les articles R. 411-9 et R. 411-4-8,

VU le décret du 07 février 1992 approuvant la convention passée entre l'État et la société Autoroutes du Sud de la France en vue de la concession de la construction, de l'entretien et de l'exploitation d'autoroutes ; et ensemble les décrets des 10 mai 1996, 18 novembre 1997, 26 décembre 1997, 29 décembre 1997, 30 décembre 2000, 30 novembre 2001, 29 juillet 2004, 15 mai 2007 et 22 mars 2010 approuvant les avenants à cette convention et au cahier des charges annexé,

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre I, 8^e partie, signalisation temporaire, approuvée par arrêté ministériel du 5 et 6 novembre 1992,

VU l'arrêté préfectoral en date du 31 mars 1998 portant réglementation de la circulation sous chantier sur l'autoroute A9 et l'autoroute A61 dans la traversée du département de l'Aude,

VU l'arrêté préfectoral N° 2012272-0005 en date du 13 décembre 2012 portant réglementation provisoire de police sur l'autoroute A9 et l'autoroute A61 dans la traversée du département de l'Aude,

VU l'avis de GCA en date du : 2 février 2017

VU l'avis du Colonel commandant le groupement de gendarmerie de l'Aude en date du : 3 février 2017

VU l'arrêté préfectoral N° DCT-BCI-2016-065 en date du 24 novembre 2016 du Préfet de l'Aude donnant délégation de signature à M. Jean François DESBOUIS, Directeur Départemental des Territoires et de la Mer de l'Aude,

VU la décision n° 2016-077 du Directeur Départemental des territoires et de la Mer de l'Aude en date du 24 novembre 2016 donnant subdélégation de signature à certains agents de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer de l'Aude.

CONSIDERANT qu'il importe en conséquence de prendre toutes les dispositions en vue d'assurer la sécurité des usagers ainsi que celle des agents de la société Autoroutes du Sud de la France et de l'entreprise chargée des travaux, de réduire au minimum les entraves à la circulation du fait desdits travaux,

A R R E T E

ARTICLE 1

Pour permettre la réalisation de travaux de grenailage sur la bretelle de sortie de l'échangeur de Narbonne Sud, en provenance de l'Espagne, la société Autoroutes du Sud de la France est autorisée à effectuer les restrictions de circulation décrites dans l'article 3.

ARTICLE 2

Les travaux se situent sur la commune de Narbonne et concernent la chaussée de la bretelle de sortie sens 2 (Espagne/Narbonne) de l'échangeur de Narbonne Sud (n°38).
Ils sont réalisés entre 23h et 1h, la nuit du 6 au 7 février 2017.

ARTICLE 3

La bretelle de sortie sera fermée par des cônes de signalisation.

Les usagers sont informés de cette fermeture partielle par des messages affichés sur les panneaux à messages variables en section courante.

Ils seront dirigés vers l'échangeur de Narbonne Est (n°37) où ils pourront reprendre l'autoroute A9 en direction de l'Espagne pour sortir à l'échangeur de Narbonne Sud.

L'information est relayée par le biais de Radio Vinci Autoroutes 107.7.

ARTICLE 4

Si les conditions météorologiques ou des problèmes techniques ne permettent pas de réaliser les travaux durant la nuit sus cité, les dispositions prévues et indiquées à l'article 3 peuvent être reportées à la première date permettant leur réalisation dans les mêmes conditions.

ARTICLE 5

Par dérogation à l'arrêté permanent d'exploitation sous chantier en date du 19 mars 1998,

- L'échangeur de Narbonne Sud sera partiellement fermé durant deux heures la nuit du 6 au 7 février 2017 (bretelles de sortie sens 2).
- La distance entre le chantier objet du présent arrêté et le celui d'amélioration du nœud autoroutier A9/A61 (arrêté DDTM/SPRISR/USR/2016-072) est à 0km.
- La distance entre le chantier objet du présent arrêté et tout autre chantier organisé pour des travaux d'exploitation peut être ramenée à 2 km et à 0 Km en cas de chantier d'urgence.

ARTICLE 6

La signalisation de chantier nécessaire à ces restrictions de circulation (panneaux, cônes de signalisation de type K5a, ...) est mise en place par la société Autoroutes du Sud de la France conformément à la réglementation en vigueur relative à la signalisation temporaire sur autoroute.

En plus de toute signalisation définie ci-dessus, l'entreprise chargée de l'exécution des travaux prend les mesures de protection et de signalisation utiles, sous le contrôle des services de la Société Autoroutes du Sud de la France.

ARTICLE 7

Mme la Secrétaire Générale de la Préfecture, M le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer de l'Aude, le colonel commandant de Groupement de Gendarmerie, M le Directeur Régional des Services de l'Exploitation de Narbonne de la Société Autoroutes du Sud de la France, M le Directeur de l'entreprise chargée des travaux, sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des actes administratifs de la Préfecture et dont ampliation sera adressée au Service du Contrôle des Sociétés Concessionnaires d'Autoroutes et au Centre Régional d'Information et Coordination Routière.

Carcassonne, le 3 février 2017

Pour le préfet et par délégation
Monsieur le Directeur Départemental des
Territoires et de la Mer de l'Aude,

Par délégation

**Le Responsable de l'Unité
Gestion des Risques Majeurs**

ERIC SIDORSKI



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE L'AUDE

Arrêté préfectoral n°SPL-2017-002 relatif à l'incidence de la fusion de la Communauté de Communes du Limouxin avec la Communauté de Communes du Pays de Couiza et portant retrait de la Chambre d'Agriculture de l'Aude et de la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de l'Aude du Syndicat Mixte de la Vallée de l'Aude et des Pyrénées Audoises.

Le Préfet de l'Aude,
Chevalier de la Légion d'Honneur,

VU le Code Général des Collectivités Territoriale, et notamment l'article L.5711-1 ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 10 décembre 1990 portant création du Syndicat Mixte de la Vallée de l'Aude et des Pyrénées Audoises modifié par arrêtés des 18 novembre 2002, 16 juillet 2003, 14 décembre 2004, 26 mai 2005, 25 octobre 2005, 18 février 2009 et 6 mai 2014 ;

VU, l'arrêté préfectoral n°SPL-2016-050 en date du 2 décembre 2016 portant création de la Communauté de Communes du Limouxin par fusion de la Communauté de Communes du Limouxin et de la Communauté de Communes du Pays de Couiza.

VU la délibération de la Chambre de Métiers et de l'Artisanat du département de l'Aude en date du 19 juin 2014, décidant le retrait de la chambre en sa qualité de membre du Syndicat Mixte de la Vallée de l'Aude et des Pyrénées Audoises ;

VU la délibération de la Chambre Départementale d'Agriculture du département de l'Aude en date du 14 octobre 2016, décidant le retrait de la chambre en sa qualité de membre du Syndicat Mixte de la Vallée de l'Aude et des Pyrénées Audoises ;

VU les délibérations du Syndicat Mixte de la Vallée de l'Aude et des Pyrénées Audoises en date du 15 décembre 2014 et du 19 décembre 2016 approuvant respectivement, à l'unanimité de ses membres, le retrait de la Chambre de Métiers et de l'Artisanat d'une part, et de la Chambre Départementale d'Agriculture de l'Aude d'autre part.

CONSIDÉRANT que selon les dispositions de l'article L.5711-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, un syndicat mixte composé de communes et d'établissements publics de coopération intercommunale, ou exclusivement d'établissements publics de coopération intercommunale est un syndicat mixte fermé.

SUR proposition de Madame la Sous-Préfète de Limoux ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 :

L'article 2 de l'arrêté n°2002-4461 du 18 novembre 2002 modifié est désormais ainsi rédigé :
Conformément aux dispositions de l'article L.5711-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Syndicat Mixte de la Vallée de l'Aude et des Pyrénées Audoises est constitué comme suit :

- La communauté de communes du Limouxin, issue de la fusion de la communauté de communes du Limouxin avec la communauté de communes du Pays de Couiza
- La communauté de communes des Pyrénées Audoises

ARTICLE 2 :

Le syndicat Mixte de la Vallée de l'Aude et des Pyrénées Audoises, étant désormais exclusivement composé de la Communauté de Communes du Limouxin et de la Communauté de Communes des Pyrénées Audoises, relève des dispositifs de l'article L.5711-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Syndicat Mixte de la Vallée de l'Aude et des Pyrénées Audoises a désormais le statut de syndicat mixte fermé.

ARTICLE 3 :

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Aude.

ARTICLE 4 :

Madame la Sous-Préfète de Limoux, Monsieur le président du Syndicat Mixte de la Vallée de l'Aude et des Pyrénées Audoises, Messieurs les Présidents des Communautés de Communes concernés, Monsieur le Directeur Départemental des Finances Publiques de l'Aude sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Carcassonne, le **10 FEV. 2017**

Le Préfet de l'Aude,

Pour le Préfet et par délégation
La Secrétaire Générale de la Préfecture

Marie-Blanche BERNARD